

Les pressions contre un 3ème mandat du président burundais s'accroissent

RFI, 28-03-2015 PrÃ©sidentielle au Burundi : Nkurunziza sous pressions internationales Au Burundi, la communautÃ© internationale ne cache pas son inquiÃ©tude face aux risques de violence que pourrait entraÃ®ner dans le pays la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, en poste depuis 2005, de se reprÃ©senter pour la troisiÃ¨me fois Ã la prÃ©sidentielle prÃ©vue en juin prochain. Depuis plusieurs jours, on observe un ballet diplomatique avec notamment la visite du Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies, il y a deux semaines, puis du prÃ©sident de Tanzanie, la semaine passÃ©e. Vendredi, c'est la prÃ©sidente de la commission de l'Union africaine, la Sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, qui est venue faire passer le mÃªme message, preuve que les pressions sur le prÃ©sident burundais s'accroissent.

La rencontre entre Nkosazana Dlamini-Zuma, la prÃ©sidente de la Commission de l'Union africaine et le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza ne devait prendre qu'une trentaine de minutes. Le tÃ©te-Ã-tÃ©te a finalement durÃ© prÃ¨s d'une heure. Au cours de leur discussion, les Ã©lections au Burundi et les tensions qui se cristallisent aujourd'hui autour d'un Ã©ventuel troisiÃ¨me mandat du chef de l'Etat burundais. « Bien Ã©videmment, le prÃ©sident Nkurunziza ne s'est pas encore prononcÃ© sur le sujet, mais la bonne nouvelle c'est qu'il existe l'accord d'Arusha, il y a une constitution, il y a un code Ã©lectoral et tous ces instruments doivent Ãªtre respectÃ©s dans tous les cas », a commentÃ© Nkosazana Dlamini-Zuma. Il s'agit exactement de la position de la communautÃ© internationale sur cette question. Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies a insistÃ© au cours de sa visite au Burundi. Le prÃ©sident tanzanien Jakaya Kikwete l'a rÃ©pÃ©tÃ© Ã Bujumbura. Cet appel au respect de l'accord de paix d'Arusha pour le Burundi est interprÃ©tÃ© par la classe politique et les diplomates Ã Bujumbura comme une incitation adressÃ©e Ã Nkurunziza Ã ne pas briguer un nouveau mandat. Mais une fois encore, sa rÃ©ponse par la bouche de son conseiller principal en communication, est restÃ©e ambiguÃ©. « Le Burundi reste attachÃ© Ã la lÃ©galitÃ©, c'est un message qui rencontre l'assentiment et l'approbation du gouvernement du Burundi », a toujours rÃ©pondu le conseiller, maintient Willy Nyamitwe. Rien n'est donc jouÃ© jusqu'ici, car la lÃ©galitÃ© pour Pierre Nkurunziza serait incarnÃ©e par une Cour constitutionnelle aux ordres.